

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS

RESTRICTED

L/7166

12 janvier 1993

DOUANIERS ET LE COMMERCE

Distribution limitée

ADMISSION DU MALI EN QUALITE DE PARTIE CONTRACTANTE

Certification du Directeur général

Par le document L/1251 du 13 juillet 1960, le gouvernement français avait informé les parties contractantes que, le 20 juin 1960, la République du Mali avait acquis une autonomie complète dans la conduite de ses relations commerciales extérieures et pour les autres questions qui font l'objet de l'Accord général. Le gouvernement français établissait ainsi que le Mali remplissait les conditions requises, aux termes du paragraphe 5 c) de l'article XXVI, pour devenir partie contractante.

Le gouvernement malien a appliqué de fait l'Accord général, conformément aux recommandations des PARTIES CONTRACTANTES en date du 18 novembre 1960 et du 11 novembre 1967. Le 11 janvier 1993, ce gouvernement m'a informé qu'il souhaitait être réputé partie contractante à l'Accord général en vertu des dispositions de l'article XXVI:5 c). Les conditions requises par ledit article étant remplies, le Mali est devenu partie contractante le 11 janvier 1993; ses droits et obligations ont pris effet le 20 juin 1960.

Les concessions spécifiées dans la section C de la Liste XI - France constituent désormais une nouvelle Liste XCIV se rapportant au Mali, qui sera établie formellement suivant la procédure de certification des modifications et rectifications des listes annexées à l'Accord général.